

LA CARTE POLITIQUE A LA
SORTIE DES CHAMBRES
ÉTANCHES

Israël sort de la guerre avec la sensation bizarre de quelqu'un qu'on a privé de la fin du film quelques instants avant le happy-end. On a envie d'applaudir, de s'amuser et de retrouver joyeusement une vie normale, mais une petite voix intérieure chuchote : « Remboursez ! » Aujourd'hui les Américains sont ivres de victoire, et les Israéliens présentent tous les premiers signes de la gueule de bois. Ce week-end sera consacré à faire la fête, pourquoi pas, mais que se passera-t-il ensuite ? Quelles seront les priorités ? (...) Voici un premier survol actualisé de la politique israélienne, de droite à gauche :

Ariel Sharon :

A l'extrême de la droite, le premier à avoir défini sa politique d'après-guerre est Ariel Sharon. Il a présenté une série de conditions préalables à une négociation entre Israël et les pays arabes de la coalition, volontairement formulées de manière provocatrice et humiliante. Sharon se bat actuellement pour le leadership du Likoud, ce n'est pas aux Arabes qu'il s'adresse, mais au parti. Sharon n'a pas changé grand-chose à ses propos de la dernière période Baker, celle des amendements au plan Shamir. La seule différence, c'est qu'il exigeait alors de dire non aux Américains et aux Égyptiens. Aujourd'hui il exige de dire non aux Américains, aux Syriens et aux Saoudiens.

Sharon joue également un rôle dans le débat autour de l'option jordanienne. Pendant la guerre, il espérait une implication militaire israélienne qui aurait conduit à l'élimination de la dynastie hashémite et à une prise de pouvoir (israélienne ou palestinienne ?) en Jordanie. Si cet objectif n'a pas été atteint militairement, Sharon tentera maintenant de l'atteindre politiquement. Shamir dit qu'il n'y a pas d'alternative à Hussein, et Sharon dit que oui, et c'est pourquoi il refuse toute négoc-

iation avec lui. A ses côtés, on peut ranger trois autres faucons : Youval Neeman, Rafaël Eytan et Rehavam Zeevi.

Beni Begin :

Begin propose de transmettre aux Syriens et aux Saoudiens une liste de questions qui leur serviront de test de passage pour être acceptés comme partenaires à la négociation. Si ces États sont prêts à reconnaître Israël dans son entière intégrité territoriale et à abandonner l'OLP, alors on peut discuter. Rien de nouveau dans tout ça. Malgré la « mauvaise réputation » qui lui a été faite ces derniers temps, Beni Begin refuse toute avancée politique. Tout au plus, ses propositions sont un gadget de propagande. Face aux pressions américaines, Israël tentera de dévoiler à l'opinion publique internationale le « véritable visage » des dirigeants arabes modérés.

David Levy :

C'est chez lui que l'on observe la transformation la plus marquée. Tout d'abord, il soutient l'idée d'une négociation avec la Syrie, alors que d'autres ministres disent qu'il n'est pas évident qu'Assad, homme particulièrement prudent, soit actuellement disposé à négocier. On ne sait pas ce que Levy serait prêt à proposer aux Syriens. Robi Rivlin, un de ses proches, dit qu'on peut rendre le Golan, mais est-ce que Levy pense la même chose ?

De plus, Levy se dit prêt à négocier avec des dirigeants palestiniens des territoires, dans l'esprit des accords de Camp David. Même avec ceux, dit-il, qui ont crié « Saddam » sur les toits. Levy se dit également en faveur de rencontres secrètes ou plutôt publiques avec des dirigeants arabes tels que les Saoudiens. Cette série de positions font aujourd'hui de David Levy le chef de la tendance « diplomatique » du gouvernement. Il n'en est plus à l'époque des amendements au plan Shamir. On comprend l'amertume exprimée par Sharon la semaine dernière, après

avoir assisté à une intervention enthousiaste de Levy en faveur du précédent plan gouvernemental.

Moshé Arens :

On peut observer quelques changements furtifs dans les positions d'Arens et de quelques ministres politiques ambitieux (Ehoud Oulmert et Dan Meridor). Ce que Levy dit à haute voix, ceux là le disent à voix basse. Ils mettent l'accent sur les rapports avec les États-Unis : l'administration Bush n'éprouve aucune sympathie pour Shamir, il faut donc freiner les initiatives américaines en les devançant par des propositions israéliennes dirigées tant vers l'extérieur que vers les territoires. Ainsi l'ordre du jour serait fixé par Israël. Arens ajoute une argumentation militaire à ces thèses politiques. Il pense qu'une autre guerre exposerait la population civile à des tirs de missiles, et que sa protection coûterait un prix énorme. Chaque missile anti-missile Hetz coûte un million de dollars, et il faut en utiliser plusieurs pour barrer la route d'un seul missile Scud à 100 000 dollars. Dans un tel contexte, dit Arens, la guerre ne profite qu'aux Américains. L'armée estime que la Syrie ne fera pas la guerre toute seule contre Israël et, sans le front irakien, le danger d'une guerre venue de l'Est est devenu très faible. De ce point de vue, le maintien de Saddam Hussein au pouvoir est une bonne nouvelle, car Assad et lui ne sont pas prêts de se réconcilier. Mais Arens pense que s'il n'y a pas de processus de paix, l'Égypte et la Jordanie ne tarderont pas à s'unir aux Syriens. Moshé Arens, ministre de la Défense et habitant d'un quartier qui a reçu des Scud, ne veut pas d'une autre guerre.

Arens a un autre problème : Shamir a toujours dit qu'il ne se présenterait pas aux élections de 1992, mais aujourd'hui il semble à peu près certain qu'il le fera. Un autre mandat Shamir éloigne assez Arens de la compétition pour qu'il ne se sente pas obligé d'obéir au premier ministre. Il

se sent donc libre de se rapprocher de Levy pour un temps.

Shimon Pérès :

Le parti travailliste fait marche arrière. Rabin reprend le dernier plan gouvernemental, le sien, et Pérès revient à l'option jordanienne. Il est fort possible qu'Arafat, humilié, se résoudra cette fois-ci à donner sa bénédiction à l'envoi d'une délégation des territoires à la table de Hussein. Au sein du parti, d'autres programmes circulent. Efraïm Sneh s'appête à présenter un plan de négociation avec la direction nationaliste des territoires ; Moshé Shahal parle de la création d'un État palestinien ; Mikha Goldman s'oppose à une négociation sur le Golan. En fin de compte, le Maarakh adoptera une position de compromis entre Shamir et les Américains, c'est sa place naturelle.

Yossi Sarid :

Dans les partis de la gauche sioniste, le changement est réel. Yossi Sarid voit l'avenir sous les traits d'une solution américaine imposée. Les questions qui ont occupé l'esprit de la gauche israélienne pendant des années ne sont plus à l'ordre du jour (Que veulent les Arabes ? Que diront les Palestiniens ? Quelle sera la procédure ? Parler ou non avec l'OLP ?). Ce qui compte, c'est ce que feront les Américains : Ils nous sortiront des territoires et nous offriront un pacte de défense en échange. Cette nouvelle thèse convient parfaitement à la baisse d'intérêt drastique de Sarid pour les Palestiniens (Qu'ils viennent me chercher !), depuis que ceux-ci ont accueilli avec joie l'invasion irakienne du Koweït. Amnon Rubinstein, de même que Deddy Tzucker, suivent Sarid. Le Mapam n'a pas encore pris de décision, car l'idée d'un pacte militaire avec les États-Unis lui fait peur. Shulamit Aloni, elle non plus, n'a pas encore décidé. Pour le moment, elle croit toujours à la cause palestinienne.

Sarid pense que les Américains invite-

ront très prochainement Israël à une conférence de paix qui ne sera pas une conférence internationale. Les États arabes qui y participeront accorderont leur protection aux Palestiniens, et le rythme et l'ordre du jour seront fixés par les Américains. Sans eux rien ne peut se passer, sauf la guerre. Sarid pense qu'en l'absence d'un processus de paix, l'Égypte redeviendra un ennemi actif en un an.

Shamir :

Comme prévisible, le premier ministre est celui qui en fait le moins. Cette semaine il a grommelé quelques mots sur de « nouvelles idées », mais personne ne se fait d'illusions. Au début de la guerre, Shamir parlait de deux dangers parallèles : le danger représenté par l'Irak, et celui représenté par la coalition anti-irakienne. L'un de ses ministres avait dit alors que Shamir s'apprêtait à nous faire tous monter au sommet de Massada. Depuis, il n'a apparemment pas changé d'avis.

Ces jours-ci, on l'a surtout vu dormir, par exemple à la commission de la défense et des affaires étrangères. Shamir n'a pas changé, et il fait ses calculs en contemplant son calendrier : 1992 sera une année électorale, en Israël comme aux États-Unis. Il sait qu'il faut tenir pendant dix mois pour arriver à une année de trêve. En attendant, il est possible de dire que la preuve a été faite de l'instabilité des régimes arabes et des dangers représentés par toute concession. Aujourd'hui Israël est fort au Congrès et dans l'opinion publique, il a fait preuve de retenue dans un moment critique: Ce n'est pas le moment de l'embêter.

Nahum BARNEA
Yediot Aharonot, 1er mars 1991.

LA RÉGION A RETROUVÉ SON ÉQUILIBRE

La réaction immédiate et efficace des États-Unis à l'invasion et à l'annexion du Koweït par l'Irak a ramené le Moyen-Orient à son équilibre. Si George Bush ne s'était pas empressé de fournir une aide militaire à l'Arabie saoudite et n'avait pas concentré dans le Golfe une force expéditionnaire capable de vaincre l'armée irakienne, la carte de la région aurait subi des transformations aisément prévisibles : Saddam Hussein aurait attaqué l'Arabie saoudite et s'en serait emparé, il aurait ébranlé le pouvoir du roi Hussein et Israël aurait eu à livrer une guerre inévitable avec des chances de succès limitées.

Le président américain et ses proches conseillers ont réalisé l'imminence du danger révélé par l'invasion du Koweït, et n'ont pas hésité à employer tous les moyens nécessaires pour l'écarter. (...) Les États-Unis avaient tellement fermé les yeux sur la montée en puissance de l'armée irakienne pendant la guerre Iran-Irak qu'ils n'étaient pas conscients de la menace qu'ils ont contribué à faire planer sur tout le Moyen-Orient. Mais ils ont réussi à réparer cette faute à la dernière minute. Israël peut aujourd'hui pousser un soupir de soulagement, ainsi que l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Syrie. (...)

La position actuelle des États-Unis dans notre région rappelle dans une certaine mesure celle qu'y occupait la Grande-Bretagne à la fin de la Première guerre mondiale. Mais il faut aussi noter les différences entre la situation régionale actuelle et celle des années 1918-1920. A l'époque, la dynastie hachémite placée à la tête de sociétés tribales et le nationalisme arabe embryonnaire étaient les seules bases politiques avec lesquelles les Britanniques pouvaient jongler pour façonner un nouvel ordre dans les pays arabes auxquels l'Empire ottoman avait dû renoncer. Alors qu'aujourd'hui, les Américains doivent prendre en compte des États arabes fortement établis, qui ont fait partie de la